

PARDEM Info : actu, analyse, programme

le 16 juillet 2022

PARDEM Info N°19



Université d'automne 2022 du Pardem du 11 au 13 novembre à La Rochelle

Inscrivez-vous !

Et si le peuple reprenait la main ?

Les élections (présidentielle et législatives) sont derrière nous. Abstention et nouveau rapport de force politique à l'Assemblée nationale ont envoyé un signal fort des Français au gouvernement et surtout au système politique de la Ve République. Le présidentielisme n'est plus en cour, le front républicain, s'il a été pratiqué par des électeurs de gauche au 2e tour de la présidentielle, n'a pas été mis en œuvre au 2e tour des législatives, notamment par une partie importante des électeurs LR. L'entrée massive de députés du RN est un signal significatif de la défiance d'une partie non négligeable des Français envers les partis qui ont déjà gouverné.

Le programme de Macron, si peu développé pendant les campagnes, hormis une nouvelle « réforme » des retraites, a finalement été dévoilé par Elisabeth Borne dans son discours devant les parlementaires le 6 juillet 2022. Sur la forme tous les mots magiques des conseillers en com ont été scandés ad nauseam : « compromis », « dialogue », territoire, élus locaux, région... Le fond, lui, n'a pas changé d'un iota : la poursuite de la dérégulation, de la libéralisation et de réformes antisociales. Le gouvernement (de combat selon Macron) continuera sur sa lancée et même l'accentuera, qu'il s'agisse de la « refondation de l'école », de la réforme de l'assurance chômage, des retraites notamment. Quant à la transition écologique annoncée très ambitieuse, elle continuera de s'inscrire dans le cadre et le modèle dominant : le capitalisme vert, prescrit par le Forum économique mondial comme source de production de « nouvelles valeurs » tout comme la nouvelle « révolution numérique ». Ces deux secteurs étant en outre les priorités du plan « de relance » de l'Union européenne (750 milliards).



L'Union européenne interdit toute politique industrielle nationale

Les élections présidentielle et législatives ont eu lieu mais sur le fond rien ne changera puisque l'Union européenne, institution supranationale, a la main sur toute politique économique, industrielle, monétaire de la France. Les déclarations des uns et des autres (entendez les partis politiques qui comptent des élus d'opposition à l'Assemblée nationale ou les macronistes) agitent de l'air et du verbiage. Voici ce que le Pardem écrivait il y longtemps et hier encore :

« Avis à tous les candidats à la présidentielle 2022 qui prétendent ré-industrialiser la France : pour y parvenir la sortie de l'Union européenne est indispensable. Soit vous l'annoncez clairement soit vous mentez aux Français Chacun en jugera et jugera de votre honnêteté. Car, comme on peut le vérifier en consultant ci-dessous quelques extraits de la version consolidée du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), inclus dans le Traité de Lisbonne adopté par les parlementaires français en 2008 et intégré dans la Constitution française (Titre XV), l'Union européenne interdit toute politique industrielle de la France. »

Preuve à l'appui comme d'habitude :

[Lire la suite](#)

Si vous l'aviez manqué

- [Enquête : A la recherche du programme caché de Macron](#)

Adhérez

Faites un don

Editeur : Parti de la démondialisation (PARDEM)

